

CÔTE D'IVOIRE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La Côte d'Ivoire est une république démocratique. Le 21 mai, Alassane Ouattara, leader et candidat du Rassemblement des républicains (RDR), parti de l'opposition, a été officiellement investi président de la république. La cérémonie d'investiture a fait suite à la capture, le 11 avril, de Laurent Gbagbo, président sortant, qui refusait d'accepter les résultats de l'élection présidentielle d'octobre et de novembre 2010. L'ONU et les missions nationales et internationales d'observation des élections avaient estimé que le scrutin avait été équitable et démocratique et avaient reconnu Ouattara comme le président dûment élu. Cependant, en décembre 2010, le président Ouattara et l'ancien président Gbagbo ont prêté serment séparément et sont tous deux restés dans une impasse concernant la présidence de l'État jusqu'à la capture de Gbagbo. Les actes de violence post-électorale commis par les deux camps, bien que principalement imputables aux forces gbagbistes, ont été à l'origine d'environ 3.000 décès, d'importants déplacements de population, d'actes de torture et de violence sexuelle, ainsi que de destructions massives de biens. Le 17 mars, le président Ouattara a rassemblé les Forces nouvelles (FN), ancien groupe rebelle, et certains éléments coopératifs des Forces de défense et de sécurité (FDS), responsables de la sécurité sous l'ancienne administration, pour créer les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), la nouvelle armée officielle du pays. Jusqu'à l'investiture officielle du président Ouattara au mois de mai, les forces de sécurité, qui soutenaient en grande partie l'ancien président Gbagbo, n'étaient pas placées sous les ordres directs des autorités civiles. Ensuite, les violences ont sensiblement diminué, mais parfois, certains membres des forces de sécurité ont continué d'agir indépendamment de tout contrôle civil, surtout des membres des FRCI inaptes à une intégration dans l'armée unifiée, des groupes gbagbistes armés qu'avait soutenus l'ancien régime et des milices endémiques à l'ouest du pays.

Le conflit post-électoral a mis en scène de graves violations des droits de l'homme commises par les deux camps. Sous Gbagbo, des escadrons de la mort soutenus par l'État, ainsi que les forces de sécurité publiques et des milices ont intimidé et réduit au silence des ouattaristes présumés ou effectifs. Gbagbo aurait également engagé des mercenaires libériens qui ont été impliqués dans de nombreuses affaires de violations des droits de l'homme. Les FRCI et d'autres groupes militants anti-gbagbistes se sont également rendus coupables de certains abus. De nombreux rapports ont signalé que les FRCI avaient commis des exécutions extrajudiciaires sur le champ de bataille et avaient manqué à leur devoir de protection des

populations gbagbistes contre les représailles meurtrières commises au lendemain des progrès des FRCI. Des dozos, chasseurs traditionnels, ont participé à ces représailles en compagnie de miliciens ouattaristes, principalement à l'ouest du pays, bien qu'il n'ait pu être confirmé que l'administration ouattariste fournissait un soutien financier, matériel ou logistique aux milices bien disposées à l'égard du nouveau président et des FRCI ; à la fin de l'année, les enquêtes à ce sujet étaient toujours en cours.

Dans le pays, les violations des droits de l'homme les plus graves ont notamment été les meurtres commandités par l'État sous la présidence de Gbagbo, les exécutions extrajudiciaires, les actes de torture, les viols, les déplacements de personnes au cours des violences post-électorales et le mépris accordé aux libertés civiles et aux droits politiques.

D'autres problèmes en matière de droits de l'homme sous le régime de Gbagbo ont été notamment les suivants : restriction du droit des citoyens de changer leur gouvernement, disparitions forcées, conditions dans les prisons et centres de détention mettant en danger la vie des personnes, arrestations et détentions arbitraires, déni du droit à un procès public et équitable, ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance, harcèlement par la police et abus des Africains non-ivoiriens, restrictions des libertés d'expression, de presse, de réunion pacifique, d'association et de circulation, corruption dans la fonction publique, discrimination et violence envers les femmes, dont les mutilations génitales féminines (MGF), traite des personnes, discrimination contre les lesbiennes, les homosexuels, les bisexuels et les transgendéristes (LGBT), les personnes handicapés et les personnes atteintes du VIH-sida, maltraitance et exploitation des enfants, y compris le travail forcé et dangereux, et travail forcé.

D'autres problèmes en matière de droits de l'homme sous l'administration ouattariste ont été notamment les suivants : conditions dans les prisons et centres de détention mettant en danger la vie des personnes, arrestations et détentions arbitraires et ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le foyer et la correspondance. Par ailleurs, l'État a limité la liberté d'expression, de la presse, de réunion, d'association et de circulation. La corruption était généralisée. La discrimination et la violence envers les femmes et les enfants, dont les MGF, ont constitué un problème, de même que la traite des personnes, ainsi que la discrimination à l'encontre des handicapés et des personnes vivant avec le VIH-sida. Certains rapports ont fait état de violations commises par les forces de sécurité à l'encontre de la communauté LGBT. Les exemples de travail forcé et dangereux, notamment par des enfants, étaient fréquents.

L'impunité pour les abus commis par les forces de sécurité restait un problème grave. L'administration ouattariste a réaffirmé son engagement vis-à-vis du respect des droits de l'homme et des poursuites contre les responsables des violations des droits de l'homme, quelle que soit leur affiliation politique ; cependant, peu de progrès ont été accomplis au cours de l'année. Au mois de mai, le président Ouattara a demandé son aide à la Cour pénale internationale (CPI) pour enquêter sur les violations en matière de droits de l'homme commises au cours de la crise post-électorale. Le 29 novembre, l'ancien président Gbagbo a été inculpé pour crimes contre l'humanité en vertu d'un mandat d'arrêt de la CPI et transféré à La Haye où, à la fin de l'année, il était en attente de son procès. L'administration ouattariste a également créé, au niveau national, la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR), ainsi qu'une commission nationale d'enquête (CNE) et une cellule spéciale d'enquête pour répondre aux violations des droits de l'homme commises au cours de la crise post-électorale.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Au cours de la crise post-électorale, de nombreux rapports ont signalé que l'administration gbagbiste ou ses agents avaient systématiquement attaqué et tué des partisans de Ouattara et abattu des manifestants. Les FRCI et d'autres milices indépendantes ou plus ou moins alignées sur les forces ouattaristes ont mené des attaques de représailles et des exécutions sommaires (voir section 1.g.).

b. Disparitions

Il a été fait état au cours de l'année de disparitions à caractère politique commises par les forces de sécurité et les milices sous le régime gbagbiste (voir section 1.g.).

c. Torture et autres châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques ; les forces de sécurité gbagbistes et la police ont cependant battu et maltraité des détenus et des prisonniers soit pour les punir, soit pour leur arracher des aveux, ou encore pour leur extorquer de l'argent en toute impunité. Des rapports ont également signalé que, sous Gbagbo, des policiers ont forcé des détenus à se livrer à des tâches

dégradantes sous la menace de violence physique et ont continué à harceler des civils et à exiger d'eux des pots-de-vin, en général sur la base de leur identité ethnique.

Au cours de la crise post-électorale, il a été signalé que des Africains non-ivoiriens, essentiellement des ressortissants de pays voisins, faisaient l'objet de harcèlement et d'abus de la part des forces de sécurité et de milices gbagbistes, notamment des vérifications répétées de documents, des extorsions et du racket.

Il a également été rapporté que les FRCI avaient parfois fait usage, au cours de la même période, de traitements cruels et dégradants. Pendant l'année, la violence à l'encontre des femmes, notamment les viols, a été répandue et différents acteurs s'en sont rendus responsables (voir section 1.g.).

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Au cours de la crise post-électorale, un grand nombre des 33 prisons du pays ont été pillées et endommagées ; dans plusieurs villes, les combats ont vu des prisonniers libérés par des individus non identifiés. Des archives publiques du début de l'année ont été perdues ou détruites au cours des pillages. Dans les vingt-deux prisons du sud du pays, le surpeuplement carcéral constituait un problème grave. Ainsi, la plus grande prison du pays, la MACA, à Abidjan, conçue pour 1.500 prisonniers, en hébergeait environ 5.400 jusqu'au 3 mars, date à laquelle des individus armés non identifiés ont libéré l'ensemble des prisonniers. Les conditions à la MACA étaient notoirement mauvaises, mais certains prisonniers plus fortunés pouvaient « acheter » des cellules plus grandes, de la nourriture et même engager du personnel pour laver et repasser leurs vêtements. L'administration gbagbiste fournissait des rations alimentaires inadéquates, ce qui a entraîné des cas de malnutrition grave chez les prisonniers dont les familles ne leur apportaient pas de nourriture supplémentaire.

La MACA a été rénovée et a rouvert le 16 août avec 16 prisonniers ; au 7 octobre, elle en comptait 507. Grâce aux travaux de rénovation et à l'élargissement des cellules, les conditions à la MACA se sont améliorées ; cependant, les rations alimentaires sont restées inadéquates sous l'administration ouattariste, à un coût de 300 francs CFA (soit 0,60 dollars É.-U.) par prisonnier par jour.

Dans toutes les prisons publiques, les mineurs du sexe masculin, en nombre réduit, étaient en général séparés des adultes, mais certains étaient détenus avec leurs complices adultes. Des individus en détention provisoire étaient incarcérés avec

des prisonniers jugés coupables. Prisonniers et détenus pouvaient recevoir des visites et jouissaient d'une liberté d'observance religieuse. Les prisonniers pouvaient déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires sans craindre une quelconque censure et les autorités carcérales ont enquêté sur les allégations crédibles de conditions de détention inhumaines.

Sous Gbagbo, les conditions carcérales étaient particulièrement pénibles pour les femmes et les locaux prévus pour les soins de santé inadéquats. Certains rapports crédibles ont signalé que des prisonnières avaient des rapports sexuels avec les surveillants pour obtenir de la nourriture ou des traitements de faveur. Les prisonnières enceintes allaient accoucher à l'hôpital et leurs enfants vivaient souvent avec elles en prison. Les prisons n'acceptaient pas d'être responsables des soins ou de l'alimentation des nourrissons, mais les mères détenues recevaient de l'aide d'ONG locales. À la fin de l'année, les conditions pour les quelques rares prisonnières restantes s'étaient améliorées, en partie en raison de l'augmentation de l'espace dans les prisons.

L'administration ouattariste a permis l'accès aux prisons du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI). Par ailleurs, bien qu'elle n'ait pas autorisé au mois de juin une demande de visite du CICR à l'ancien président Gbagbo, à sa femme et à leurs associés, elle l'a cependant permise le mois suivant ; le CICR a donc pu rendre visite à Gbagbo au mois de juillet et à Simone Gbagbo au mois de novembre.

Le CICR a également obtenu accès aux prisonniers et aux détenus de la part de l'administration gbagbiste tout au long de la crise post-électorale, ce qui lui a permis de rendre visite sans aucun problème aux prisonniers dans les centres carcéraux et aux détenus aux postes de police placés sous le contrôle de Gbagbo.

Plusieurs fois au cours de l'année, les responsables de l'ONUCI en matière de droits de l'homme ont rendu visite à l'ancien président Gbagbo et à ses associés de manière à évaluer leurs conditions de détention. À Bouna, ils ont fait part de leurs préoccupations selon lesquelles les prisonniers ne pouvaient recevoir de visites des membres de leurs familles et concernant les mauvaises conditions sanitaires et d'hygiène, plaintes qui ont été réglées par la suite par les autorités carcérales. Les visites de l'ONUCI à l'ancien président ont confirmé qu'il n'était pas maltraité.

Bien qu'officiellement, les FN aient transféré les prisons sous son contrôle à l'administration gbagbiste en janvier 2010, soit avant l'élection et la crise post-électorale, en pratique, elles ne lui en ont remis le contrôle opérationnel qu'après

l'arrestation de l'ancien président. En fin d'année, les 33 prisons du pays étaient sous le contrôle de l'administration ouattariste, mais seules 16 d'entre elles étaient opérationnelles.

Les conditions carcérales et dans les centres de détention dans les zones contrôlées auparavant par les FN étaient médiocres, les détenus étant parfois confinés dans des écoles, des salles de cinéma ou d'autres bâtiments reconvertis, où la circulation de l'air et les installations sanitaires étaient mauvaises. Les gardes manquaient de formation. L'alimentation et les soins médicaux n'étaient pas appropriés en raison de contraintes budgétaires. Certains détenus ont été atteints de maladies respiratoires, de tuberculose ou de paludisme, et certains en sont morts, pour cause de manque de soins et de conditions non hygiéniques.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La constitution et la loi interdisent ces pratiques, qui ont toutefois eu lieu dans la pratique, fréquemment sous l'administration de Gbagbo, moins fréquemment sous celle de Ouattara.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

Les FDS, sous l'autorité du ministère de la Défense de l'ancien président Gbagbo, regroupaient l'armée de terre, la marine, l'armée de l'air, la garde républicaine et les forces de sécurité présidentielle, ainsi que la gendarmerie, corps des forces armées responsable de l'application des lois de manière générale. Au cours de la crise post-électorale, les forces de sécurité étaient soit partisans de l'ancien président Gbagbo (telles que la force de sécurité présidentielle) ou relativement neutres (comme la police). Poursuivant presque une décennie de politisation de l'armée, l'ancien président Gbagbo a, au cours de la crise post-électorale, désarmé et marginalisé les forces soupçonnées d'être ouattaristes et concentré son pouvoir dans les forces de sécurité disposant de liens ethniques proches avec son régime. Ces forces de sécurité ne servaient qu'à consolider le maintien au pouvoir de Gbagbo et ont cessé d'exercer toute autre fonction ou activité pour l'ensemble du pays. Au cours de la crise post-électorale, pour se maintenir au pouvoir, Gbagbo a également fait usage de milices, telles que les Jeunes Patriotes, le Groupe des patriotes pour la paix et la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), groupe militant. Ces milices ont combattu aux côtés des forces de sécurité publiques et, dans certains cas, elles ont reçu des armes et ont été encouragées à rejoindre les rangs de l'armée nationale (voir section 1.g.).

Pour contrecarrer ces efforts, le 17 mars, Ouattara a créé les FRCI qui rassemblent les FN et certains éléments anti-gbagbistes des FDS qui s'étaient échappés au nord du pays. Cependant, au fur et à mesure de leurs progrès dans le sud, les FRCI ont vu leur nombre augmenter avec toute une série de volontaires de différentes origines, qui ne faisaient pas partie des FRCI mais qui, à certaines occasions, combattaient à leurs côtés pour une cause similaire. Les rangs des FRCI ont ainsi gonflé au fur et à mesure de leurs avancées, mais officiellement, aucune des nouvelles recrues n'était considérée comme faisant partie du groupe malgré le fait qu'elles portaient toutes un t-shirt ou une casquette avec l'insigne des FRCI. La situation s'est encore compliquée étant donné que l'administration ouattariste n'avait pas évalué les personnes sous le contrôle et le commandement officiels de la nouvelle direction militaire avant la formation des FRCI. Par conséquent, il s'est avéré difficile d'imputer les crimes et violations commis au cours des violences post-électorales aux forces de sécurité officielles des FRCI. En fin d'année, l'évaluation permettant de différencier les membres des FRCI admissibles des non admissibles se poursuivait.

La police, placée officiellement sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, comprenait des unités paramilitaires d'intervention rapide, telles que la Brigade anti-émeutes et la Direction de la sécurité du territoire (DST), unité d'enquête dont les agents sont en civil. En 2005, le ministère de l'Intérieur a créé le Centre de commandement des opérations de sécurité (CeCOS) pour lutter contre l'augmentation de la criminalité à Abidjan, entreprise commune rassemblant des membres de l'armée, de la gendarmerie et de la police. Le CeCOS aurait formé des escadrons de la mort pour tuer les opposants de Gbagbo au cours de la crise post-électorale.

Pendant la même période, de nombreux policiers et gendarmes ont abandonné leurs fonctions et leurs postes ont été pillés, créant un vide sécuritaire dans une grande partie du pays. Ainsi, le 30 mars, à Yamoussoukro, le bureau du préfet de police aurait été pillé par d'anciens prisonniers libérés par des individus armés non identifiés, qui ont mis la pièce à sac et dérobé toutes les archives, dont les dossiers les concernant. Le même jour, de jeunes civils auraient également pillé la gendarmerie de la ville.

Sous Gbagbo, le manque de formation et d'encadrement des forces de sécurité, la corruption et l'absence de poursuites à l'encontre des mécréants présents au sein des unités de sécurité ont contribué à une situation globale d'anarchie et de mépris pour les autorités. Les accusations de racket au niveau des barrages routiers demeuraient un problème grave. Les forces de sécurité ont harcelé, intimidé et

maltraité les personnes qui refusaient de payer des pots-de-vin et leur ont confisqué leurs documents officiels. Les gbagbistes parmi elles ont aussi souvent eu recours à une force excessive et parfois létale au cours d'opérations de sécurité et pour disperser des manifestations. La police aurait sollicité des faveurs sexuelles auprès de prostituées en échange de leur liberté. Souvent, les forces de sécurité n'ont pas prévenu certains actes de violence.

L'administration ouattariste a annoncé des projets de réforme du secteur de la sécurité et de démobilisation des éléments armés en dehors des forces de sécurité formelles. Ainsi, Ouattara a dissous le CeCOS, bien que ses propres membres l'aient déjà fait, et reconstitué la garde républicaine. Les signalements de racket ont été moins fréquents à Abidjan après la crise post-électorale, tout comme ceux indiquant des arrêts de véhicules motorisés par la police. Dans les zones du pays traditionnellement gbagbistes, surtout à l'ouest, les cas de racket ont augmenté au cours de la période qui a immédiatement suivi les élections ; cependant, à la fin de l'année, l'administration ouattariste avait largement réduit le nombre de postes de contrôle illégaux. Elle a également détenu environ 45 policiers et militaires accusés d'avoir commis des violations ou des fautes professionnelles au cours ou à l'issue de la crise post-électorale ; un petit nombre d'entre eux a été libéré sous caution, mais en fin d'année, la plupart restait en détention en attente d'un procès.

Au mois de décembre, l'administration ouattariste a mis en place une police militaire officielle pour permettre aux forces de sécurité d'enquêter en interne sur les violations commises. Il existait de nombreux mécanismes contrôlés par les civils qui enquêtaient sur les violations imputables aux forces de sécurité, dont celles qui se sont produites au cours de la crise post-électorale, notamment une cellule spéciale d'enquête, la Commission nationale d'enquête et différentes enquêtes actuellement en cours menées par le ministère de la Justice.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Un procureur de la République peut ordonner la détention d'un suspect durant 48 heures sans mise en examen et, dans les affaires spéciales portant par exemple sur des atteintes présumées à la sécurité nationale, la loi permet la prorogation de la garde à vue de 48 heures supplémentaires sur autorisation préalable du procureur. Selon des groupes locaux de défense des droits de l'homme, la police a souvent détenu des personnes au-delà de la durée légale de 48 heures sans mise en examen et les magistrats étaient fréquemment dans l'incapacité de vérifier la libération des détenus qui n'avaient pas été inculpés. Un magistrat peut ordonner jusqu'à quatre

mois de détention provisoire sur simple envoi mensuel d'une justification écrite au ministère de la Justice.

Les détenus n'ont pas toujours été promptement informés des chefs d'accusation retenus contre eux, surtout dans les affaires relevant de la sécurité de l'État. Les prévenus n'ont pas droit à une décision judiciaire au sujet de la légalité de leur détention. Un système de liberté sous caution existait, à la seule discrétion du juge saisi de l'affaire. En général, les détenus ont eu accès à des avocats mais ceux qui étaient accusés de délits relevant de la sécurité nationale ont souvent été privés d'accès à des avocats ou à leurs familles. Pour les délits plus graves, l'État a commis des avocats d'office à l'intention de ceux qui n'avaient pas les moyens d'en engager un ; cependant, les auteurs présumés d'infractions moins graves ont été rarement représentés.

Après la crise post-électorale, certains membres de l'ancien parti au pouvoir, dont l'ancien président Gbagbo, ont été assignés à résidence. Hormis l'ancien président et la première dame, tous les détenus ont été placés en centres de détention par l'administration ouattariste. Au mois d'août, cette dernière a formellement inculpé l'ancien président, la première dame et les autres détenus. Au mois de novembre, en signe de bonne volonté, certains d'entre eux ont été remis en liberté par l'administration ouattariste.

Celle-ci a été vivement critiquée pour le retard de quatre mois dans la mise en accusation. Selon elle, le retard dans l'inculpation de l'ancien président Gbagbo provenait d'un manque de capacité judiciaire, conséquence des pillages et des dommages causés aux bâtiments ministériels au cours de la crise post-électorale, ainsi que des barrières administratives importantes liées à la mise en accusation de hauts responsables publics. C'est ainsi que le Conseil constitutionnel a dû donner son approbation avant la mise en accusation.

La DST était chargée de recueillir et d'analyser les informations relatives à la sécurité nationale. Elle avait le pouvoir de détenir quelqu'un, sans chef d'accusation, pour une durée maximale de quatre jours, mais les organisations de défense des droits de l'homme ont cependant déclaré qu'il y avait eu certains cas de détention dépassant la durée légale.

Arrestations arbitraires : De nombreux cas d'arrestations arbitraires par les forces de sécurité gbagbistes ont été signalés. Par exemple, un partisan du parti de la coalition ouattariste, le Rassemblement des Houphouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), a été arrêté au cours de la descente du 4 janvier par les FDS au

siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), avant d'être relâché le lendemain.

Au moins un cas de détention datant de 2010 a été traité au cours de l'année. En effet, le 1^{er} février, quatre Ghanéens et un Togolais ont été libérés par le directeur de la police des FN à Bouaké. Les cinq hommes avaient été arrêtés en décembre 2010 sur accusations d'activités mercenaires pour le compte de l'ancien président Gbagbo, mais ils ont dû être relâchés faute de preuves suffisantes.

Détention provisoire : Sous l'administration gbagbiste, les cas de détention provisoire prolongée constituaient un problème. Malgré la durée légale de 10 mois de détention provisoire pour les affaires civiles et de 22 mois pour les affaires pénales, certains prévenus ont été détenus pendant des années. Cependant, comme la plupart des prisonniers a été libérée au cours de la crise post-électorale et dans la mesure où les archives des établissements carcéraux ont été pillées ou mal entretenues, les statistiques concernant les individus en détention provisoire n'étaient pas disponibles pour l'année. Peu d'informations étaient disponibles en matière de détention provisoire sous l'administration ouattariste car les centres de détention, pour la plupart, n'ont repris leurs opérations qu'après la crise post-électorale, à la fin de l'année, ce qui n'était pas problématique, dans la mesure où il n'y avait presque aucun prisonnier. Cependant, il n'existait aucune garantie que l'administration ouattariste s'occuperait des défis institutionnels qui permettent la prorogation de la détention provisoire.

e. Déni de procès équitable et public

La constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant, ce qui est généralement le cas pour les affaires pénales ordinaires. Cependant, quand il s'agit de dossiers de sécurité nationale ou d'affaires délicates au niveau politique, il en a référé traditionnellement à l'exécutif et était sujet à l'influence de l'exécutif, de l'armée et d'autres forces extérieures. Les juges étaient corrompus et leurs décisions étaient souvent influencées par des pots-de-vin. Le judiciaire n'a pas fonctionné pendant la crise post-électorale. Sous l'administration ouattariste, le judiciaire s'est péniblement mis à redévelopper ses capacités et à tenter d'extirper la corruption qui régnait en son sein, mais il faisait face à d'importants défis, surtout en matière de redémarrage des procédures dans les tribunaux pénaux.

Procédures applicables au déroulement des procès

Bien que la loi la garantisse, les administrations gbagbiste et ouattariste n'ont pas toujours respecté la présomption d'innocence. La loi garantit également le droit à un procès public même si, parfois, des preuves importantes ont été présentées en secret. Seule la Cour d'assises tenait des procès devant jury pour les affaires pénales, au cas par cas. Cependant, à la suite de la crise post-électorale, dans certains cas, les FRCI ont pris des décisions sommaires dans le cadre d'affaires pénales et économiques.

Les prévenus ont le droit d'être présents à leur procès et peuvent présenter des témoins ou des preuves à leur décharge, ou encore interroger les témoins à charge. Les prévenus accusés de crimes ont droit à un avocat, à leurs frais. Il en va de même pour ceux accusés de crimes passibles de la peine capitale, à leurs frais ou aux frais de l'État. Les autres ont eux aussi droit à un avocat, mais cela n'est pas obligatoire. Le système judiciaire prévoit la mise à disposition d'avocats commis d'office ; toutefois, aucune assistance juridique gratuite n'était disponible, sauf dans de rares cas où des membres du barreau ont donné gratuitement des conseils à des inculpés pour un temps limité. Les inculpés ne peuvent pas consulter les preuves détenues par le ministère public, mais leurs avocats ont légalement le droit de le faire. Les tribunaux peuvent juger des inculpés par contumace. Les personnes jugées coupables ont le droit d'interjeter appel, mais les tribunaux de plus haute instance ont rarement infirmé les verdicts.

En milieu rural, des institutions traditionnelles administraient souvent la justice au niveau des villages en s'occupant, conformément au droit coutumier, de dossiers portant sur des conflits familiaux et de simples questions foncières. Les différends se réglaient à la suite de longs débats et il n'y a aucune indication de recours au châtement corporel. La loi prévoit explicitement la fonction de grand médiateur, nommé par le président, dont la mission consiste à rapprocher les méthodes traditionnelles et modernes de règlement de différends. Le président Ouattara a ainsi nommé un nouveau grand médiateur au mois de septembre.

Les tribunaux militaires ne jugent pas de civils et accordent les mêmes droits que les tribunaux pénaux civils. Même si le système de justice militaire n'est pas doté de cours d'appel, les individus condamnés par un tribunal militaire peuvent déposer une requête auprès de la Cour suprême pour tenter de lui faire casser le verdict du tribunal et ordonner un second procès.

Il existait peu d'informations disponibles concernant le système judiciaire des anciennes FN dans les régions nord et ouest du pays. Depuis la fin de la crise, le système est placé sous la compétence du système judiciaire gouvernemental.

Prisonniers et détenus politiques

Aucun prisonnier ou détenu politique n'a été signalé. Alors que certains partisans gbagbistes avançaient que les anciens membres du parti au pouvoir en détention étaient prisonniers politiques, l'administration ouattariste a mis en examen chacun d'entre eux quatre mois après leur arrestation, avec notamment des inculpations pour crimes économiques, vols à main armée, pillage et détournement de fonds.

Procédures et recours judiciaires au civil

La constitution et la loi prévoient un pouvoir judiciaire indépendant en matière civile ; cependant, sous le régime gbagbiste, le judiciaire était susceptible de corruption, d'influence extérieure et de favoritisme fondé sur les relations familiales ou ethniques. Les citoyens ont le droit d'intenter des procès soit pour demander des dommages et intérêts en cas de violation des droits de l'homme, soit pour obtenir une mise à terme de ces violations ; de tels procès ont toutefois été rares. La justice était lente et manquait d'efficacité et des problèmes survenaient pour faire exécuter les décisions des tribunaux des affaires familiales.

Le judiciaire n'a pas fonctionné pendant la plus grande partie de l'année. Le renvoi de juges qui n'ont pas été remplacés sous le régime de Gbagbo, les pillages systématiques des bâtiments du ministère de la Justice et des tribunaux au cours de la crise post-électorale et la destruction des archives par les gbagbistes dans le but d'empêcher le fonctionnement du judiciaire ont effectivement interrompu les activités judiciaires civiles.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, mais les administrations gbagbiste et ouattariste n'ont pas toujours respecté ces droits dans les faits. La loi exige l'obtention d'un mandat pour conduire une perquisition, qui peut être effectuée à n'importe quel moment, et l'accord du procureur pour garder toute preuve saisie au cours d'une telle manœuvre et la présence de témoins pour y procéder ; en pratique cependant, la police s'est parfois servi de mandats de perquisition générale sans nom ni adresse.

Les forces de sécurité gbagbistes auraient placé des conversations privées sur téléphone fixe ou portable sur table d'écoute, mais l'on ignorait l'ampleur de cette

pratique. Les autorités surveillaient lettres et colis à la poste à la recherche d'éventuelles activités criminelles et elles auraient surveillé le courrier privé, bien que cela n'ait pas été prouvé.

Certains membres des FRCI ont continué d'utiliser des biens et des véhicules confisqués au cours du conflit, notamment certains biens privés et ayant appartenu à des fonctionnaires gbagbistes. Certains véhicules ont été restitués, et certains membres de FRCI ont été arrêtés et détenus pour vols présumés.

g. Recours à une force excessive et autres violations dans le cadre de conflits internes

Exécutions extrajudiciaires

Les actes de violence commis par les deux camps au cours de la période post-électorale ont fait plus de 3.000 morts.

Les forces de sécurité gbagbistes ont été complices d'exécutions extrajudiciaires et ont fait usage de force létale lors de descentes dans des zones où vivaient des partisans présumés ou effectifs de Ouattara. De nombreuses tueries se seraient produites avec l'aide de miliciens gbagbistes (voir ci-dessous). Les attaques, systématiques, ont fait usage de force excessive contre des civils, dont un grand nombre portaient des noms originaires du nord du pays, en raison de leur soutien présumé à Ouattara. Ainsi, le 17 mars, des membres des FDS ont bombardé des domiciles privés ainsi que le marché local d'Abobo, à Abidjan, zone rassemblant de nombreux partisans ouattaristes, présumés ou effectifs. L'attaque a fait au moins 25 morts et 40 blessés parmi les civils.

Les forces de sécurité gbagbistes ont également tué des manifestants. Par exemple, le 3 mars, à Abobo, commune d'Abidjan, des forces de sécurité fidèles à Gbagbo ont ouvert le feu sur une manifestation d'environ 3.000 femmes non armées, en tuant sept. Selon la commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, aucune mesure n'avait été prise par l'administration gbagbiste pour tenir les auteurs du massacre responsables de leurs actes.

Les forces de sécurité fidèles à Gbagbo ont également tué des citoyens étrangers. Ainsi, le 4 avril, à Abidjan, des individus armés non identifiés ont enlevé le directeur général de l'hôtel Novotel, ressortissant français, ainsi que trois clients étrangers. Le 2 juin, le corps du directeur général a été retrouvé dans un lagon d'Abidjan ; à la fin de l'année, les trois clients étrangers étaient présumés morts.

Sous l'administration ouattariste, le ministère de la Justice a arrêté et inculpé dix membres des forces de sécurité fidèles à Gbagbo impliqués dans l'incident.

L'ambassade du Burkina Faso a confirmé et formellement enregistré que 357 de ses citoyens avaient été tués par les forces gbagbistes.

Des allégations ont été faites selon lesquelles des forces de sécurité fidèles à Gbagbo auraient été complices de l'usage de charniers à N'dotré en 2010. En effet, après avoir été interdite d'accès dans cette région, fortement gardée par les forces de sécurité gbagbistes en décembre 2010, la division des Droits de l'homme de l'ONUCI a pu y pénétrer à la mi-mars. Si les allégations de charniers n'ont pu être prouvées, l'on a toutefois noté que 250 cadavres placés dans une morgue à proximité d'Anyama portaient des lésions suspectes.

Les FRCI ont également commis des exécutions extrajudiciaires dans les mois qui ont immédiatement suivi leur création le 17 mars, nombre d'entre elles faisant office d'attaques de représailles à l'encontre de partisans gbagbistes présumés ou effectifs. Ainsi, le 1^{er} avril, dans le quartier de Seweke 3 de San Pedro, des membres des FRCI auraient abattu Gérard Léonce Yagba qui niait avoir connaissance de l'endroit où se trouvait son frère, décrit par ses voisins comme milicien.

Des membres des FRCI auraient également exécuté des personnes suspectées d'avoir participé à la résistance armée à la suite de l'arrestation de Gbagbo le 11 avril. Dans le quartier abidjanais de Yopougon, des milices armées et des forces de sécurité fidèles à Gbagbo impliquées dans des dizaines de massacres ciblés de partisans ouattaristes civils non armés ont continué à combattre les FRCI. Alors qu'ils gagnaient le contrôle du quartier, des membres des FRCI auraient exécuté des personnes soupçonnées d'avoir participé aux combats. Par ailleurs, le 15 mai, dans le quartier Koweït de Yopougon, des membres des FRCI auraient exécuté un présumé milicien portant deux pistolets.

Le 18 août, le ministre de la Justice a exigé l'arrestation de deux membres des FRCI après la publication par la division des Droits de l'homme de l'ONUCI d'informations sur leur participation à des exécutions extrajudiciaires de civils ; cependant, aucune information n'indiquait à la fin de l'année que ces deux individus avaient effectivement été arrêtés.

Des milices associées aux deux parties se seraient elles aussi rendues responsables d'exécutions arbitraires et extrajudiciaires.

Les milices gbagbistes étaient responsables de nombreux meurtres, souvent soi-disant en présence ou avec l'aide des forces de sécurité fidèles à l'ancien président. Des membres des Jeunes Patriotes, responsables d'exécutions sommaires au cours des années précédentes, ont poursuivi leurs actions en toute impunité pendant la crise post-électorale. Fin février début mars, Blé Goudé, chef des Jeunes Patriotes, a appelé ses partisans à attaquer les étrangers et à rejoindre l'armée. Le 26 février, des membres des Jeunes Patriotes auraient passé à tabac un rebelle présumé et lui auraient mis un pneu autour du cou et versé de l'essence sur le corps avant de l'incendier. Au mois de juillet, l'administration ouattariste a lancé un mandat d'arrêt international contre Blé Goudé. Le 6 mai, la division des Droits de l'homme de l'ONUCI a confirmé la présence de charniers à Yopougon. Ses enquêtes ont révélé que 68 cadavres étaient enterrés dans 10 sites et que les milices gbagbistes auraient tué toutes les personnes s'y trouvant le 12 avril.

Plusieurs rapports ont signalé la participation de jeunes partisans de la coalition du RHDP ouattariste aux soulèvements armés ayant visé la protection de certains quartiers contre les forces de sécurité fidèles à Gbagbo. Par exemple, les 24 et 25 février, des jeunes membres armés du RHDP ont lancé une attaque contre le siège des FDS à Daoukro, érigé des barrages routiers et pillé les domiciles des membres des FDS fidèles à Gbagbo à la suite d'un affrontement entre les FDS et les jeunes du RHDP ayant fait six morts, dont une femme âgée.

Après plusieurs mois de meurtres et de disparitions ciblés imputables aux membres des FDS fidèles à Gbagbo dans le quartier abidjanais d'Abobo, une milice armée s'est formée, baptisée « Commando invisible », soi-disant menée par Ibrahim Coulibaly, alias « IB », ancien membre des FN et organisateur présumé de coups d'État. Joignant ses forces à celles des résidents locaux, le Commando invisible a résisté avec violence aux tentatives des membres des FDS de pénétrer dans le quartier d'Abobo. Leurs affrontements ont fait de nombreux morts parmi la population civile. La milice aurait également agressé des partisans gbagbistes. Ainsi, le 7 mars, elle a attaqué le groupe ethnique des Ébriés dans le district d'Anonkoua-Kouté d'Abobo, faisant au moins trois morts parmi la population civile. Il n'existait aucun lien clair entre le Commando invisible et les FRCI, qui ont arrêté « IB » le 26 avril, à Abobo. Celui-ci a été tué, soi-disant en tentant de résister à son arrestation.

Plusieurs groupes d'auteurs de crimes, notamment des milices gbagbistes et ouattaristes et des groupes non alignés, étaient responsables d'exécutions sommaires, de viols, de destructions de biens et du déplacement de citoyens dans

les régions du Moyen Cavally et des Dix-huit Montagnes, à l'ouest du pays, surtout dans les villes de Duékoué, Guiglo et Toulépleu.

De nombreux meurtres se sont produits au cours d'affrontements entre des groupes ethniques autochtones et des ethnies du nord du pays. Dans certains cas, d'autres groupes, notamment les forces de sécurité fidèles à Gbagbo, des mercenaires libériens, les FRCI et des dozos, ont été complices des tueries. L'accroissement de la violence des efforts de Gbagbo pour conserver le pouvoir et l'abandon progressif des autorités civiles de la région ont vu augmenter en parallèle la violence des actes commis par les groupes ethniques indigènes contre les populations ethniques originaires du nord du pays. Au lendemain des progrès des FRCI en direction d'Abidjan, les actes de représailles commis par les dozos et les miliciens se sont généralisés.

Ainsi, entre les 3 et 5 janvier, les combats qui se sont déroulés à Duékoué entre les communautés dioula et guérée ont fait au moins 37 morts et 91 blessés. Les 28 et 29 mars, l'ONUCI a fait état de 213 décès dans différents groupes ethniques. La commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a également rapporté qu'au moins 1.012 personnes avaient été tuées dans les régions du Moyen Cavally et des Dix-huit Montagnes entre décembre 2010 et le 24 avril 2011.

À leur défaite contre les FRCI, le 3 mai, les mercenaires libériens d'Abidjan se sont retranchés en direction de la frontière libérienne. De nombreux rapports ont signalé des exécutions extrajudiciaires à cette époque, surtout à Dabou, Irobo et Grand-Lahou. La commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a ainsi rapporté qu'au cours de leur retraite, les mercenaires avaient tué au moins 59 personnes, dont 46 civils et 13 membres des FRCI.

La situation de sécurité est restée précaire à l'ouest du pays, surtout le long de la frontière libérienne. Le 15 septembre, des miliciens armés venus du Liberia auraient tué 23 personnes dans deux villages près de la forêt de Taï.

Enlèvements

De nombreuses disparitions ont été signalées, dont plusieurs groupes seraient responsables. Les forces de sécurité qui ont soutenu l'ancien président et les milices gbagbistes ont été responsables de nombreuses disparitions. Celles-ci concernaient pour la plupart des Africains non ivoiriens, surtout originaires du Burkina Faso et du Mali, pays voisins, perçus comme partisans de Ouattara.

Ainsi, le 22 février, des gendarmes gbagbistes auraient arrêté un chauffeur malien dans le quartier de l'hôpital militaire d'Abidjan et l'aurait emmené dans un endroit gardé secret. À la fin de l'année, l'on ne savait pas où il se trouvait.

De même, le 4 janvier, un fermier burkinabè résidant dans le quartier Antenne de Duékoué a disparu. L'homme avait été menacé par des miliciens guérés qui l'avaient accusé de soutenir la communauté malinké et le parti politique du RHDP. Il avait informé les autorités gbagbistes des menaces à son égard, mais celles-ci n'avaient pris aucune mesure.

Mauvais traitements, sanctions et torture

Des rapports crédibles ont signalé que des hommes armés, notamment les forces de sécurité des FRCI et gbagbistes, ont violé des femmes et des filles dans l'ensemble du pays. Dans certains cas, il était difficile de déterminer à quel groupe appartenaient les responsables. La division des Droits de l'homme de l'ONUCI a documenté 46 affaires de viol en relation avec les violences électorales entre décembre 2010 et le 24 avril 2011. Ainsi, le 13 avril, deux soldats des FRCI auraient violé une partisane gbagbiste chez elle à Déahouépleu, près de Danané. Ils l'auraient menacée, auraient saccagé ses affaires et lui auraient dérobé 215.000 francs CFA (soit 430 dollars É.-U.).

Début février, des membres des FDS en poste à Boyapleu auraient violé neuf femmes, dont certaines enceintes, après quoi l'une des victimes, enceinte de deux mois, a perdu le bébé. Enfin, une jeune fille de 17 ans aurait été passée à tabac et violée par deux membres des FDS, qui lui ont ensuite volé 20.000 francs CFA (soit 40 dollars É.-U.).

Les forces de sécurité fidèles à Gbagbo auraient également fait usage de la torture. Ainsi, le 15 janvier, un partisan du RHDP, parti de la coalition ouattariste, déjà arrêté au cours de la descente du 4 janvier par les FDS au siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), a été de nouveau arrêté, puis torturé et soumis à des sévices sexuels par des membres de la garde républicaine.

Le 28 mars, des membres des FDS et des miliciens guérés ont arrêté un Malinké pour avoir soi-disant hébergé des rebelles. L'homme a été attaché et battu à coups de machette, de matraque et de crosse de fusil. Les responsables l'ont détenu pendant 14 heures et ont exigé la somme de 200.000 francs CFA (soit 400 dollars É.-U.) pour sa libération.

Les FRCI se seraient également rendues coupables d'actes de torture. Le 20 mai en effet, à Duékoué, des membres des FRCI ont attaché un homme à un arbre en lui passant un matelas autour du corps, avant d'y mettre le feu. L'homme a été gravement brûlé au bras gauche. Par ailleurs, plusieurs personnes ont signalé que des membres des FRCI ont également torturé des gens en faisant dégouliner des sacs en plastique en feu sur leurs corps.

Enfants soldats

Au plus fort de la crise, les FRCI et les milices gbagbistes auraient eu recours à des enfants soldats ; cependant, aucune information ne documentait effectivement cette pratique. Après l'appel du 19 mars lancé par Blé Goudé à lutter contre les partisans ouattaristes, des centaines de jeunes hommes, dont des étudiants, auraient cherché à s'engager dans l'armée pour combattre « les rebelles ». Selon l'unité de protection des enfants de l'ONUCI, il n'existait pas de preuve concernant le fait que les FRCI aient eu recours à des enfants soldats.

Autres violations liées aux conflits

Les violences post-électorales ont chassé des milliers de personnes de chez elles. Au plus fort des violences, plus d'un million d'individus ont été déplacés à l'intérieur du pays et 200.000 personnes se sont réfugiées dans les pays voisins, principalement au Liberia, au Ghana et au Togo. Dans les mois qui ont suivi l'arrestation de Gbagbo, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) et les réfugiés ont commencé à rentrer chez eux, mais en fin d'année, ce n'était pas le cas pour un grand nombre d'eux en raison de problèmes de sécurité qui subsistaient. En décembre, il restait 186.000 PDIP, surtout à l'ouest et au sud-ouest du pays, et le nombre de réfugiés dans les pays voisins avait baissé pour atteindre environ 160.000 personnes, dont la grande majorité se trouvait au Liberia.

Les médias d'État et les milices gbagbistes ont incité à la violence contre l'ONU et l'ONUCI, rendant plus difficile leur travail humanitaire, de maintien de la paix et de protection des droits de l'homme. Le 10 janvier, un convoi de ravitaillement a été pillé par des forces fidèles à Gbagbo alors qu'il était en route pour l'Hôtel du Golf où Ouattara était en état de siège. Trois jours plus tard, des étudiants militants gbagbistes ont saisi et brûlé un véhicule onusien dans le quartier Riviera 2 d'Abidjan. Le 28 février, le régime de Gbagbo a également ordonné la coupure du réseau électrique et d'approvisionnement en eau dans le nord du pays, ce qui a gêné les opérations de l'ONU dans la région. Le service a été rétabli le 5 mars.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Situation de la liberté d'expression et de la liberté de la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse mais, en pratique, l'administration gbagbiste a imposé des restrictions sur ces droits. Les restrictions imposées sur la liberté de la presse ont été sensiblement allégées sous l'administration ouattariste.

Liberté d'expression : Aucune restriction officielle n'était imposée à la capacité des individus à s'exprimer et à se rassembler librement. Cependant, le 3 mars, des soldats fidèles à l'administration gbagbiste ont tiré sur une manifestation de femmes dans le quartier d'Abobo à Abidjan, faisant sept victimes (voir section 1.g.). Le 8 octobre, des individus non identifiés ont attaqué un rassemblement du FPI dans la commune abidjanaise de Koumassi. Par ailleurs, le 15 octobre, l'administration ouattariste a empêché le FPI d'organiser un rassemblement dans la commune abidjanaise de Yopougon.

Liberté de la presse : Plusieurs journaux privés ont critiqué les partis au pouvoir et de l'opposition tant sous Gbagbo que sous Ouattara. Cependant, ils étaient pour la plupart politisés et ont eu quelquefois recours à des informations inventées de toutes pièces pour diffamer les adversaires politiques. Au cours de la crise post-électorale, les médias ont contribué en grande partie à aggraver les tensions et les journaux appuyés par les partis politiques ont publié des éditoriaux incendiaires. La liberté des médias était fortement limitée et les journalistes harcelés en raison de leur couverture de l'impasse politique. À la suite de l'arrestation de Gbagbo, le quotidien d'État *Fraternité Matin* a changé d'allégeance, devenant ouattariste.

La loi sur la presse de 2004 interdit la transmission de tout commentaire politique par des stations de radio privées. Avant la capture de Gbagbo, le Conseil national de la communication audiovisuelle (CNCA), contrôlé par l'administration gbagbiste, surveillait étroitement Radio Nostalgie, soi-disant parce que les principaux actionnaires de la société étaient proches de Ouattara. Par ailleurs, avant les élections législatives du mois de décembre, la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA), qui a remplacé le CNCA, a publié un rappel concernant cette interdiction.

L'administration gbagbiste a exercé une influence considérable sur la couverture des actualités et le contenu des programmes de la chaîne de télévision d'État, RTI. Les Nations Unies et d'autres organisations internationales ont critiqué Gbagbo pour son utilisation des médias dans le but d'inciter à la violence politique et d'exploiter les tensions ethniques. L'ONU a ainsi accusé nommément RTI et le journal *Fraternité Matin* de mener une savante campagne de désinformation contre le président Ouattara et la force de maintien de la paix de l'ONUCI.

RTI, contrôlée par les gbagbistes pendant la crise, a été la cible fréquente des forces de Ouattara et a ensuite dû fermer après que son siège et ses locaux de radiodiffusion ont été gravement endommagés. Lorsqu'elle a rouvert le 9 août, le nouvel organisme public de réglementation de la radiodiffusion, l'HACA, a souligné que des garanties étaient en place pour l'empêcher de reprendre son rôle comme source de discord. Au retour de RTI sur les ondes, la Télévision Côte d'Ivoire, contrôlée par l'administration ouattariste et qui transmettait depuis l'Hôtel du Golf, siège de Ouattara, a interrompu ses émissions.

Jusqu'à l'arrestation formelle du président, les forces gbagbistes interféraient délibérément avec la station de radio de l'ONUCI, ONUCI-FM. L'opération onusienne, qui a dénoncé les tentatives des forces gbagbistes de brouiller son signal, a continué à émettre à partir de la station de radio de Bouaké, au nord.

Les organismes de réglementation des médias du pays étaient politisés, et les administrations gbagbiste et ouattariste ont toutes deux renvoyé et embauché des directeurs en fonction de leurs tendances politiques. En décembre 2010, le CNCA a interdit toutes les chaînes de télévision et stations de radio étrangères. Le 13 avril cependant, le président Ouattara a levé l'interdiction avant de remplacer le CNCA par l'HACA.

Violence et harcèlement : Au cours de la crise post-électorale, les forces de sécurité fidèles à Gbagbo et les milices gbagbistes ont harcelé des journalistes, surtout ouattaristes. Ainsi, le 10 mars, des forces de sécurité gbagbistes ont placé un cordon de sécurité autour des locaux d'Édipresse, société nationale d'impression et de distribution de journaux, pour interdire la distribution des publications soutenant Ouattara. La société a donc décidé de suspendre également la distribution de quotidiens gbagbistes jusqu'à la levée de l'interdiction le lendemain.

Par ailleurs, le 28 janvier, les journalistes Aboubacar Sanogo et Yayoro Charles Lopez, affiliés à un journal soutenant les FN, ont été arrêtés pour allégations de « rébellion » et de « menace à la sécurité nationale », et détenus pendant 20 jours

au département des enquêtes pénales de la gendarmerie sans mise en examen formelle. Selon Reporters sans frontières, ils ont été maltraités par les autorités, qui les ont frappés à coups de crosse de fusil et brûlés à la cigarette. Ils ont ensuite été transférés à la prison de la MACA à Abidjan, toujours sans mise en accusation formelle, où ils sont restés jusqu'au 31 mars, date à laquelle tous les prisonniers de la MACA ont été libérés par des individus armés non identifiés.

Dans certains cas, des journalistes gbagbistes auraient été victimes d'actes de violence et de harcèlement par des membres des FRCI. Au mois d'avril, les rédactions de trois journaux gbagbistes, *Notre Voie*, *Le Temps* et *Le Nouveau Courrier*, ont été pillées et forcées à fermer. Ce n'est que fin mai, début juin que les journaux ont repris leurs publications. Après la réouverture de sa rédaction le 8 juin, le journal *Le Temps* a été suspendu à deux reprises par la Commission nationale de la presse, qui estimait que plusieurs de ses articles constituaient une incitation à la haine et à la violence ethnique.

Le 4 juin, six hommes armés, soi-disant membres des FRCI, se sont présentés au domicile de Serge Grah, journaliste de *Le Temps*, déclarant qu'ils recherchaient des informations. Ils l'ont détenu pendant 13 heures et ont emporté son ordinateur.

Le 24 novembre, l'administration ouattariste a ordonné l'arrestation de trois journalistes du journal de l'opposition *Notre Voie*. Les journalistes ont été inculpés le 29 novembre pour « incitation au vol, pillages et destructions de biens d'autrui par voie de presse ». Les chefs d'accusation ont ensuite été revus à la baisse et les trois journalistes complètement innocentés le 6 décembre à l'issue d'un procès ayant duré moins d'une heure.

Bien que l'administration gbagbiste n'ait pris aucune mesure pour sanctionner les auteurs d'actes de violence à l'encontre de journalistes, l'administration ouattariste l'a parfois fait. Le 21 juillet, elle a inculpé le journaliste de RTI Hermann Aboa de nombreux chefs d'accusation, notamment incitation à la haine, atteinte à l'ordre public, démoralisation de l'armée et participation à une bande armée. Reporters sans frontières a appelé à la libération d'Aboa, affirmant que les accusations portées contre lui étaient fausses. À la fin de l'année, il était toujours détenu à la prison de la MACA à Abidjan. L'enquête des autorités se poursuivait et pouvait durer selon elles jusqu'à cinq ans. Aucune date n'avait été fixée pour son procès.

Lois sur la diffamation/sécurité nationale : La loi permet à l'État d'initier des poursuites en diffamation au pénal contre des responsables publics. En outre, l'État peut, à sa discrétion ou à la demande du plaignant, criminaliser un dossier de

diffamation au civil. La diffamation criminelle est passible d'une peine de trois mois à deux ans de prison.

Les FN diffusent, à partir de Bouaké, leurs propres programmes, dont des émissions de radio et de télévision pouvant être captées dans les villages des environs de cette ville et, selon certains comptes rendus, à Yamoussoukro, capitale politique. Dans l'ouest du pays, elles diffusent leurs programmes à partir d'une station de radio locale de Man. Elles ont continué d'autoriser, dans leurs anciennes zones, la diffusion des programmes de radio ou de télévision dirigés par l'État, mais certains rapports ont signalé qu'elles ne permettaient pas la distribution de certains journaux gbagbistes.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des forces des FN qui ont battu, harcelé et tué des journalistes au cours des années précédentes.

Liberté d'accès à l'Internet

L'administration ouattariste n'a imposé aucune restriction à l'accès à Internet et aucun cas de surveillance, par les autorités, du courrier électronique ou de cybersalons n'a été signalé. Les individus et les groupes ont pu exprimer de manière pacifique leurs opinions par l'intermédiaire d'Internet, y compris par courrier électronique. Au cours de la crise post-électorale cependant, l'Agence de télécommunications de Côte d'Ivoire, qui était contrôlée par Gbagbo, a ordonné aux fournisseurs de services Internet d'empêcher l'accès à plusieurs sites Web qui publiaient des articles favorables à Ouattara. Toutefois, malgré l'ordre qui leur avait été donné, les sites sont restés débloqués. L'administration gbagbiste a également interrompu l'ensemble des services de messagerie SMS, qui n'ont pas été rétablis avant la prise de pouvoir par Ouattara et son administration.

Liberté universitaire et manifestations culturelles

L'administration gbagbiste a imposé des restrictions à la liberté académique. La FESCI, groupe militant étudiant gbagbiste créé au début des années 1990, a suscité un climat de peur et d'intimidation dans les universités et les établissements secondaires, interrompant régulièrement les cours, forçant les étudiants à assister à des réunions et menaçant les professeurs qui s'ingéraient dans leurs activités. L'administration gbagbiste contrôlait la quasi-totalité des installations scolaires, et un décret présidentiel exigeait une autorisation pour toute réunion dans les campus. Les membres de la FESCI étaient connus pour tuer et torturer d'autres étudiants, ainsi que des professeurs et des civils, et ce, en toute impunité. Au cours de la crise

post-électorale, les membres de la FESCI auraient érigé des barrages routiers, extorqué de l'argent d'autres étudiants et de civils et fait usage de violence pour intimider les partisans ouattaristes. Le 4 mars, un groupe de jeunes de la FESCI a fait une descente dans les domiciles de deux personnalités politiques ouattaristes pour les saccager.

À la suite de la crise, l'administration ouattariste a mis en place des politiques limitant fortement la capacité de fonctionnement de la FESCI. Les universités sont restées fermées et les étudiants ont reçu l'ordre de libérer toutes les chambres des résidences universitaires. Par ailleurs, l'État a adopté un décret interdisant aux groupes d'étudiants de participer à la vie politique à l'échelle nationale. Ils n'ont désormais le droit que de s'occuper des questions concernant les étudiants sur les campus universitaires.

En raison de la crise post-électorale, de nombreux élèves et étudiants n'ont pas pu aller à l'école. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies estimait qu'en raison des cours manqués, 5 % des élèves du primaire (soit 17.754 élèves sur 338.354 inscrits) n'avaient pas pu se présenter les examens de fin d'année. En septembre, les écoles de Moyen Cavally restaient fermées, dont cinq écoles soi-disant occupées par des membres des FRCI. Les étudiants ont, pour la plupart, pu se présenter au baccalauréat, série d'examens de fin du lycée, mais les résultats obtenus ont été nettement inférieurs à ceux de 2010. Le directeur national des examens a avancé l'hypothèse que ces résultats plus faibles étaient dus aux interruptions des cours pendant la crise et aux traumatismes générés par la violence.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Liberté de réunion

La loi prévoit la liberté de réunion. Cependant, le régime gbagbiste a limité ce droit en pratique et prorogé une interdiction de six mois renouvelable sur les mouvements de protestation publique. Cette liberté a également été parfois limitée par l'administration ouattariste. Par exemple, le 15 octobre, l'administration ouattariste a interdit un rassemblement du FPI dans la commune de Yopougon, à Abidjan. En revanche, elle n'a pas renouvelé l'interdiction concernant les manifestations publiques. Les groupes qui désirent organiser des manifestations ou des rassemblements dans des stades ou dans d'autres espaces fermés sont tenus par la loi de présenter un avis écrit de leur intention au ministère de la Sécurité ou de l'Intérieur trois jours avant l'activité en question.

Au cours de la crise post-électorale, des policiers gbagbistes ont à plusieurs reprises violemment dispersé des manifestations antigouvernementales (voir sections 1.g. et 2.a.).

L'administration ouattariste n'a pas eu recours à la violence pour disperser les protestataires, mais elle a cependant interrompu deux manifestations du FPI, soi-disant pour raisons de sécurité.

Aucune mesure n'a été prise à l'encontre des membres des forces de sécurité qui avaient fait usage de la force pour disperser des manifestants au cours des années précédentes.

Liberté d'association

La loi prévoit la liberté d'association et les administrations tant gbagbiste que ouattariste ont, dans l'ensemble, respecté ce droit. Cependant, la loi interdit la création de partis politiques sur des critères ethniques ou religieux, alors que les premiers constituent apparemment un facteur majeur dans la composition de certains partis.

c. Liberté de religion

Veillez vous référer au *Rapport international sur la liberté de religion* du département d'État, disponible sur www.state.gov/j/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La constitution et la loi ne prévoient pas explicitement de droits en matière de liberté de circulation, de voyage à l'étranger, d'émigration ou de rapatriement. Au cours de l'année, les deux administrations ont limité la liberté de circulation.

L'administration gbagbiste a encouragé le ciblage délibéré du personnel onusien, entravant les efforts du Bureau du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) pour protéger et aider les PDIP, les réfugiés, les réfugiés rapatriés, les demandeurs d'asile, les apatrides et les autres personnes en situation préoccupante pendant la crise. L'administration ouattariste a permis à la coopération avec le HCR et d'autres ONG internationales de reprendre, et le personnel onusien a de nouveau pu se déplacer librement.

Déplacements à l'intérieur du pays : Il y avait souvent des restrictions sur les déplacements à l'intérieur du pays. Les forces de sécurité, les comités civils locaux d'« autodéfense », les agents douaniers et des Eaux et forêts ainsi que d'autres groupes non identifiés auraient érigé et exploité des barrages routiers sur les grands axes, où ils extorquaient régulièrement de l'argent aux voyageurs. Au cours de la crise post-électorale, de nombreux barrages ont été érigés, moins à des fins de racket que pour surveiller les déplacements de certains groupes d'individus, surtout ceux des ressortissants de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDEAO). Après la crise, le nombre de ces barrages a fortement baissé ; cependant, certains rapports maintenaient que des barrages administrés par des hommes armés en uniforme demeuraient un problème dans les régions de l'ouest et du sud-ouest du pays. Le personnel médical du département du Taï, l'une des 72 administrations locales du pays, a signalé que des patients étaient dans l'incapacité d'obtenir des soins de santé en raison de ce problème.

Les personnes vivant en territoire contrôlé par les FN auraient continué de subir des harcèlements et des actes d'extorsion lorsqu'elles se déplaçaient d'une ville à l'autre, et qu'elles quittaient ou pénétraient la région du sud, contrôlée par les forces gouvernementales. Selon les villageois, les droits exigés empêchaient les femmes enceintes et d'autres personnes vulnérables de se déplacer pour obtenir des soins médicaux.

Personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP)

En décembre, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU estimait à 186.000 le nombre de PDIP qui avaient fui leur maison ou leur village en raison des violences post-électorales dans la capitale et dans la partie occidentale du pays et qui n'étaient pas rentrées chez elles. La grande majorité vivait dans des familles d'accueil. Au plus fort du conflit, environ 27.000 PDIP s'étaient réfugiées dans une mission catholique en dehors de la ville de Duékoué ; le CICR a mis à leur disposition des tentes, des fournitures médicales, de l'eau et des latrines. En fin d'année, environ 1.700 PDIP (soit 509 familles) étaient toujours établies dans la mission.

L'aide publique, notamment au nord et à l'ouest où les fonctionnaires et les infrastructures n'étaient que partiellement en place, ne répondait pas aux besoins de ces personnes. Les ONG locales et internationales œuvraient donc pour combler le vide. En raison de la crise post-électorale, davantage de viols et de violences sexuelles commis à l'encontre des PDIP du sexe féminin ont été signalés.

De concert avec les agences onusiennes, les ministères des Affaires étrangères et du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité, a pris les rênes de la question des PDIP.

L'administration ouattariste a respecté le principe des retours volontaires mais n'a pas mis en place de lois et de politiques visant à protéger les PDIP conformément aux Principes directeurs de l'ONU concernant les déplacements internes.

Au cours de l'année, les agences onusiennes et les autorités locales ont continué à faciliter le retour régulier des PDIP. L'obstacle le plus important à leur retour était l'absence d'abris. Dans certaines régions, les problèmes de sécurité limitaient également les retours ; cependant, dans l'ensemble, les rapatriés affirmaient qu'ils se sentaient en sécurité et que les FRCI leur apportaient protection. En décembre, le HCR a mené une mission de protection de cinq jours dans les zones de rapatriement de Bloléquin, Guiglo et Toulépleu et ont établi qu'en moyenne, 73 % des populations déplacées étaient de retour.

Protection des réfugiés

Accès à l'asile : La constitution et la loi prévoient l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié et les pouvoirs publics ont mis en place un régime de protection des réfugiés. L'État a effectivement accordé le statut de réfugié et l'asile.

Violation des droits des réfugiés : Dans certains cas, des agents de sécurité n'auraient pas reconnu la validité des pièces d'identité délivrées aux réfugiés par l'État ou le HCR. Il a été signalé que les forces de sécurité gbagbistes auraient détruit les pièces d'identité de réfugiés et détenu de manière arbitraire, harcelé verbalement et passé à tabac des réfugiés à des points de contrôle, surtout pendant la crise post-électorale.

Accès aux services de base : La majorité des réfugiés se trouvant dans le pays était constituée de ressortissants libériens ; en fin d'année, il en restait environ 22.500 dans le pays. S'ils sont arrivés en Côte d'Ivoire avant l'accord de paix de 2003 au Liberia, ils ont bénéficié du principe d'appartenance de groupe et reçu des cartes temporaires de réfugiés. En revanche, ceux qui sont entrés sur le territoire national après l'accord de paix n'ont pas eu cette chance. Dans certains cas, des demandeurs d'asile à qui le statut de réfugié n'avait pas été accordé par l'État ont obtenu des certificats de réfugié auprès du HCR. La loi ivoirienne sur les cartes d'identité comprend une disposition qui permet de délivrer des cartes d'identité à

des non-Libériens âgés de plus de 14 ans et dont le statut de réfugié a été accordé par la Commission nationale d'éligibilité.

L'État a facilité l'insertion sociale de réfugiés dans les situations les plus extrêmes en délivrant des permis de résidence à tous les réfugiés de plus de 14 ans afin de leur permettre de se déplacer librement dans le pays. L'Office national de l'identification, en collaboration avec le HCR et le Service ivoirien d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides, a continué de fournir des cartes d'identité de réfugié aux réfugiés libériens sans papiers, leur permettant ainsi de résider et de travailler légalement dans le pays durant la durée de validité de leur statut de réfugié. Les réfugiés avaient également la possibilité de se faire naturaliser.

Le HCR a aidé les réfugiés à rentrer chez eux volontairement et dans la sécurité.

Protection temporaire : L'État a également assuré une protection temporaire aux personnes ne pouvant pas être qualifiées de réfugiés au titre des conventions pertinentes des Nations Unies.

Personnes apatrides

Le nombre d'apatrides dans le pays n'était pas connu, mais selon les estimations du HCR, il serait compris entre quelques milliers et 900.000 personnes.

La nationalité s'acquiert par les parents et non par la naissance sur le territoire national et l'inscription des naissances à l'état civil n'est pas généralisée. Le pays avait des résidents de longue date qui étaient, légalement ou de fait, apatrides et l'État n'a pas effectivement mis en œuvre de lois et politiques pour leur donner la possibilité d'obtenir la nationalité sur une base non discriminatoire. Au cours de l'année, le HCR a poursuivi sa collaboration avec les ministères de la Justice et de l'Intérieur pour sensibiliser l'opinion sur l'apatridie.

Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens à changer de gouvernement

La constitution et la loi accordent aux citoyens le droit de changer de gouvernement pacifiquement par voie démocratique, mais l'administration gbagbiste n'a pas respecté ces droits.

Élections et participation politique

Dernières élections : En octobre 2010, le pays a tenu ses premières élections présidentielles en dix ans. Laurent Gbagbo, président sortant et candidat du Front populaire ivoirien (FPI), et Alassane Ouattara, chef du RDR, parti de l'opposition, se sont affrontés au cours du second tour de l'élection présidentielle de novembre 2010. En décembre 2010, la Commission électorale indépendante (CEI) a déclaré Ouattara vainqueur du second tour avec 54,1 % des suffrages, contre 45,9 % pour Gbagbo. Le taux de participation enregistré était de 81 %. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies a, de manière indépendante, certifié les résultats de l'élection, proclamant Ouattara vainqueur avec une marge similaire à celle annoncée par la CEI. Par conséquent, l'Union africaine, la CÉDÉAO, les Nations Unies et de nombreuses équipes d'observateurs nationaux et internationaux ont également reconnu Ouattara comme le nouveau président ivoirien. Cependant, Gbagbo a refusé d'accepter les résultats, et le Conseil constitutionnel, constitué uniquement de membres nommés par Gbagbo, a renversé la décision de la CEI, invoquant des « irrégularités » au niveau des électeurs, et annulant plus de 500.000 votes en faveur de Ouattara ; Gbagbo a donc été déclaré vainqueur. Les deux candidats sont restés dans une impasse concernant la présidence de l'État et ont prêté serment séparément en décembre 2010. Gbagbo conservait le contrôle des ressources publiques, notamment la station de télévision nationale, les forces de sécurité et les finances.

L'impasse politique a plongé le pays dans la crise. Les actes de violence commis par les deux camps ont fait environ 3.000 morts, ont entraîné d'importants déplacements de population, se sont traduits par des actes de violence sexuelle et de torture, et ont causé des dégâts matériels généralisés. Le 17 mars, le président Ouattara a signé un décret unifiant les anciennes forces rebelles, les FN et les anciennes forces de sécurité publiques, et transformant les FDS en FRCI, la nouvelle armée nationale officielle. Le 11 avril, les FRCI, en partie avec l'aide des casques bleus de l'ONU et des forces militaires françaises, ont capturé Gbagbo. Le 21 mai s'est tenue l'investiture du président Ouattara.

Le 11 décembre, le pays a connu des élections législatives pour choisir les députés à l'Assemblée nationale. Malgré quelques problèmes d'ordre administratif mineurs, elles ont été pacifiques et globalement libres et équitables. Le taux de participation était de 37 %, plus élevé par rapport aux élections législatives de l'an 2000, où il était de 32 %.

Les résultats préliminaires ont indiqué que le RDR, parti du président Ouattara, avait remporté la majorité des voix avec 127 sièges. Le PDCI, parti pro-Ouattara, en avait remporté 77. Quant aux indépendants, dont certains étaient soi-disant pro-

FPI, ils avaient obtenu 35 sièges. En fin d'année, l'opposition politique allait donc obtenir une représentation limitée à l'Assemblée nationale.

Participation des femmes et des minorités : Les premiers résultats indiquaient que 29 femmes avaient été élues à l'Assemblée nationale.

Section 4. Corruption des fonctionnaires et transparence du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales en cas de corruption des fonctionnaires. Les années précédentes, les pouvoirs publics ne l'appliquant pas dans les faits, la corruption des responsables publics était fréquente et s'exerçait en toute impunité. Elle avait la plus grande incidence sur les procédures judiciaires, la passation des marchés, les questions douanières et fiscales, ainsi que sur le devoir des forces de sécurité de rendre des comptes. Le président Ouattara s'est engagé à lutter contre la corruption au sein de l'administration et a demandé à tous ses ministres, au mois d'août, de signer un code de déontologie.

En janvier, les 22 responsables de l'industrie du cacao et du café arrêtés en 2008 pour avoir soi-disant détourné 100 milliards de francs CFA (200 millions de dollars É.-U.) ont été remis en liberté sous caution. Le procès est prévu pour janvier 2012.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Un certain nombre d'organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme ont indiqué avoir été victimes de harcèlement au cours de la crise post-électorale de la part des forces de sécurité fidèles à l'ancien président Gbagbo.

Nations Unies et autres organes internationaux : Au cours de la crise post-électorale, les forces de sécurité gbagbistes ont harcelé les groupes de défense des droits de l'homme, ciblé le personnel onusien et dénigré leur travail, limité son accès à certaines zones et fait obstruction aux efforts d'investigation des enquêteurs du bureau des Droits de l'homme de l'ONUCI concernant les violations commises (voir section 1.g.).

Sous l'administration ouattariste, l'ONUCI et des organisations indépendantes de défense des droits de l'homme ont recueilli preuves et témoignages sur les affaires relatives aux violations des droits de l'homme, publié des informations dans des

articles et des quotidiens locaux indépendants et critiqué les forces de sécurité publiques. L'État a régulièrement permis au Programme alimentaire mondial, au CICR et à d'autres organisations internationales de mener des opérations humanitaires. Onze agences onusiennes, dont l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale de la santé ont conservé toute l'année une présence permanente et active dans le pays.

Aucun dossier n'a été ouverte contre les auteurs de menaces et de harcèlement de membres d'organisations de défense des droits de l'homme au cours de l'année ou des années précédentes.

Organes publics de défense des droits de l'homme : Pour répondre aux violations des droits de l'homme commises au cours de la crise post-électorale, l'administration ouattariste a mis en place la CDVR, une CNE, ainsi qu'une cellule spéciale d'enquête au sein du ministère de la Justice. La CDVR a été mise en place comme commission indépendante, composée de trois vice-présidents et sept représentants : un représentant des chefs traditionnels, deux chefs religieux (l'un catholique, l'autre musulman), cinq représentants des principales régions du pays (nord, sud, centre, est et ouest), un représentant des ressortissants africains étrangers résidant en Côte d'Ivoire et un représentant de la diaspora ivoirienne. La CNE, placée officiellement sous l'autorité du ministère des Droits de l'homme, dispose d'un mandat de six mois pour mener des enquêtes. Le ministère de la Justice a l'intention de travailler à la fois avec la CDVR et la CNE par le biais de sa Cellule spéciale d'enquête, également créée pour enquêter sur les crimes commis au cours de la crise post-électorale. L'administration ouattariste soutenait le processus de réconciliation et a consacré des ressources à la CNE et à la Cellule spéciale d'enquête ; cependant, les travaux de ces institutions, surtout ceux de la CDVR, n'en étaient encore qu'à leurs débuts et en fin d'année, peu de progrès avaient été réalisés concernant l'impunité des violations commises au cours de la crise post-électorale. La confiance du grand public dans les institutions était minime en raison du manque de progrès concrets.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La loi interdit toute discrimination fondée sur la race, l'appartenance ethnique, le pays d'origine, le sexe ou la religion ; cependant, les administrations gbagbiste et ouattariste n'ont pas fait appliquer la loi dans les faits.

Condition féminine

Viol et violence au foyer : La loi interdit le viol et prévoit des peines de prison de cinq à vingt ans pour les violeurs. Dans la pratique cependant, les administrations gbagbiste et ouattariste n'ont pas fait appliquer cette loi et le viol a constitué un problème important. La réclusion criminelle à perpétuité peut s'appliquer aux cas de viols en bande si les violeurs ont des liens de parenté avec la victime ou exercent une certaine autorité sur elle ou si la victime a moins de quinze ans. La loi ne pénalise pas de façon explicite le viol conjugal.

Vis-à-vis des femmes qui dénonçaient des actes de viol et de violence domestique, la police a souvent fermé les yeux. Nombre d'entre elles se sont laissées souvent persuader par leurs parents et la police qu'il fallait chercher un règlement à l'amiable avec le violeur plutôt que de le poursuivre en justice.

Le 27 novembre, une jeune fille de quatorze ans a été violée par son oncle, en visite chez elle. Quand le père de la jeune fille a signalé l'agression à la police, on lui a dit qu'il devait payer 30.000 francs CFA (soit 60 dollars É.-U.) pour l'examen médical nécessaire à l'ouverture d'une enquête ; il n'a pas été en mesure de payer. Il a confronté le violeur de sa fille, qui l'a tué. La police a arrêté le violeur à Daoukro et l'a transféré au tribunal de Bongouanou, où, en fin d'année, son procès se poursuivait.

Dans l'ouest du pays, on a encore signalé que des bandits de grand chemin inconnus commettaient des viols et d'autres agressions de nature sexuelle contre des femmes. La violence contre les femmes, notamment les viols, a augmenté au cours de la crise post-électorale (voir section 1.g.).

La loi n'interdit pas spécifiquement la violence familiale qui demeure un problème grave et courant. Le nombre de plaintes pour violence familiale est resté minimal. Bien souvent, les parents de la victime eux-mêmes l'exhorteraient à retirer la plainte par peur de l'opprobre social.

Au cours de l'année, le ministère de la Famille et des Affaires sociales a fourni une aide limitée aux victimes de violence familiale et de viol. Il a mis à la disposition des victimes des centres de conseil gérés par l'État ; par ailleurs, des responsables du ministère ont rendu visite aux victimes chez elles.

Le Comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants a également surveillé les cas de maltraitance par des visites fréquentes dans les foyers et fait des annonces radio hebdomadaires pour indiquer des numéros de téléphone portable que les victimes peuvent composer.

Pratiques traditionnelles néfastes : D'autres cas de violence sociétale à l'encontre des femmes comprennent des pratiques traditionnelles telles que les décès pour cause de dot (c'est-à-dire le fait de tuer la future mariée en raison de différends concernant la dot), le lévirat (le fait de contraindre une veuve à épouser le frère de son mari décédé) et le sororat (le fait de contraindre une femme à épouser le mari de sa sœur décédée). Les administrations gbagbiste et ouattariste ont organisé des séminaires de sensibilisation sur la violence sexuelle à l'intention des personnels du judiciaire et des services de sécurité.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel et prévoit des peines allant de un à trois ans de prison et une amende de 360.000 à un million de francs CFA (720 à 2.000 dollars É.-U.). Les administrations gbagbiste et ouattariste ont cependant rarement fait appliquer la loi, de sorte qu'il était courant et généralement accepté comme faisant partie de la culture.

Droits génésiques : Les couples et les individus ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir, de l'écart entre chacun d'eux et du moment de leur naissance. Les femmes des zones urbaines pouvant se le permettre avaient accès à la contraception et à un suivi qualifié pendant l'accouchement. Pour les femmes pauvres ou vivant en zone rurale qui souhaitaient avoir accès aux hôpitaux et aux centres de santé, les transports et les frais relatifs aux services ont constitué un obstacle important. Qui plus est, des menaces de violence, réelles ou perçues, de la part de maris ou de membres de la famille ont aussi empêché certaines femmes d'avoir accès aux services sanitaires ou de planification familiale.

Discrimination : La loi interdit toute discrimination fondée sur le sexe ; cependant, les femmes ont été victimes de discrimination économique dans l'accès à l'emploi et au crédit et lorsqu'elles voulaient devenir propriétaires ou gérantes de commerces. Les administrations gbagbiste et ouattariste ont encouragé la pleine participation des femmes à la vie économique et sociale ; cependant, les employeurs du secteur formel ont opposé une résistance à l'embauche des femmes. En outre, certaines femmes ont éprouvé des difficultés pour obtenir des prêts parce qu'elles ne pouvaient pas remplir les conditions d'emprunt.

Dans le secteur formel, les femmes percevaient en général un salaire égal à celui des hommes ; toutefois, étant donné que le code fiscal ne reconnaît pas les femmes comme chefs de famille, elles devaient payer l'impôt sur le revenu à un taux plus élevé que les hommes. Des organisations de femmes ont continué de mener campagne pour obtenir une réforme fiscale qui permettrait aux femmes célibataires

dont les enfants ont été reconnus par leurs pères de bénéficier d'une déduction d'impôts pour leur progéniture. La loi sur la succession était elle aussi discriminatoire envers les femmes.

Les organisations de défense des femmes ont continué à parrainer des campagnes contre le mariage forcé, le mariage des mineures, les pratiques relatives à la succession excluant les femmes et d'autres usages considérés comme néfastes pour les femmes et les filles. Elles ont également fait campagne contre certaines dispositions de la loi discriminatoires envers les femmes et ont poursuivi leurs efforts pour encourager les femmes à participer davantage à la vie politique à l'échelle locale et nationale.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté dépend des parents : au moins un parent doit être citoyen pour qu'un enfant puisse être considéré comme étant Ivoirien de naissance. La loi accorde aux parents un délai de trois mois pour déclarer la naissance de leur enfant à l'état civil moyennant un droit d'environ 500 francs CFA (1 dollar É.-U.). L'État a enregistré toutes les naissances, à condition toutefois que les parents fournissent des pièces délivrées par une clinique ou un hôpital attestant de la naissance, mais les personnes dépourvues des pièces exigées n'ont pas pu procéder à la déclaration. L'État n'a pas officiellement refusé de services publics, comme l'éducation ou les soins de santé, aux enfants sans papiers, mais certaines écoles exigeaient que les parents présentent les pièces d'identité de leurs enfants en vue de leur inscription.

Éducation : L'éducation primaire, bien que gratuite, n'était pas obligatoire et se terminait généralement à l'âge de 13 ans. En principe, les élèves ne devaient pas prendre en charge l'achat des manuels ou les frais de scolarité ; cependant, certains d'entre eux ont dû le faire ou louaient des livres dans les librairies de rue puisque l'État ne payait pas les frais de scolarité et les manuels scolaires pour chaque étudiant. Les élèves qui échouaient à l'examen d'entrée en secondaire ne pouvaient pas bénéficier de l'éducation secondaire gratuite et beaucoup de familles ne pouvaient pas se permettre les frais de scolarité.

La préférence des parents pour une scolarisation des garçons plutôt que des filles a persisté, surtout en milieu rural.

Les enseignants exigeaient parfois des écoliers des faveurs sexuelles en contrepartie d'argent ou de bonnes notes. Le viol ou la tentative de viol au sens de

la loi d'un enfant âgé de moins de 16 ans est passible d'une peine d'un an à trois ans de prison et d'une amende de 100.000 à un million de francs CFA (200 à 2.000 dollars É.-U.).

Maltraitance d'enfants : Des enfants ont été victimes de violences et de sévices physiques et sexuels. Les accusations de viol d'enfant ont souvent été reclassifiées comme des attentats à la pudeur. Entre les mois de janvier et d'août, il n'y aurait eu que trois affaires d'attentats à la pudeur soumises au tribunal d'Abidjan. Les enfants accusés de sorcellerie ont été confiés à des religieux qui ont parfois eu recours à la violence pour les exorciser. Bien que les ministères de la Famille, du Travail et de la Justice œuvrent pour lutter contre la maltraitance des enfants, leurs efforts ont été entravés par un manque de coordination entre eux et des ressources inadéquates.

Pratiques traditionnelles néfastes : Dans certaines parties du pays, les MGF représenteraient un problème grave. La loi interdit explicitement les MGF et prévoit, à l'endroit des personnes se livrant à cette pratique, des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et des amendes de 360.000 à deux millions de francs CFA (720 à 4.000 dollars É.-U.). Les agents de santé s'exposaient à une double peine. La pratique des MGF était plus courante parmi les populations rurales du nord et de l'ouest. Des ONG locales ont continué de mener des programmes de sensibilisation pour prévenir les MGF et ont œuvré pour persuader les praticiens de mettre fin à cette pratique. Cependant, les autorités ont procédé au cours de l'année à peu d'arrestations en relation avec les MGF, et rares sont les praticiens qui ont été inculpés.

Mariage d'enfants : La loi interdit le mariage des hommes de moins de 20 ans et des femmes de moins de 18 ans sans le consentement parental. Elle pénalise spécifiquement quiconque oblige un mineur de moins de 18 ans à contracter une union matrimoniale religieuse ou coutumière. Cependant, dans les milieux conservateurs, notamment ceux du nord, des mariages traditionnels seraient couramment célébrés, les mariées étant parfois des fillettes âgées de 14 ans à peine. En décembre, le ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a organisé à Divo, dans le nord du pays, des activités de sensibilisation contre les mariages d'enfants.

Exploitation sexuelle d'enfants : L'âge minimum du consentement à une relation sexuelle est de 18 ans. Aux termes de la loi, il est illégal d'utiliser, de recruter ou d'offrir des enfants à des fins de prostitution ou pour des films, des photos ou des événements pornographiques. Les contrevenants s'exposent à des peines allant

d'un mois à deux ans de prison et à des amendes de 30.000 à 300.000 francs CFA (60 à 600 dollars É.-U.). Le viol, au sens de la loi, d'un mineur est passible d'un à trois ans de prison et d'une amende de 360.000 à 1 million de francs CFA (720 à 2.000 dollars É.-U.). La Côte d'Ivoire est un pays d'origine et de destination d'enfants soumis à la traite des personnes, en particulier forcés à se prostituer.

Enfants soldats : Les FRCI et les milices gbagbistes auraient utilisé des enfants soldats au cours de la crise post-électorale ; cependant, aucune information crédible n'était disponible pour documenter cette pratique de manière effective (voir section 1.g.).

Enfants déplacés : Des ONG locales ont signalé que dans l'ensemble du pays, des milliers d'enfants vivaient dans les rues. Celles qui se consacrent à aider ces enfants ont elles-mêmes du mal à estimer l'ampleur du problème et à déterminer si ces enfants avaient accès ou non aux services publics. Aucun programme public connu ne traitait explicitement du problème des enfants sans abri.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants.

Antisémitisme

La communauté juive du pays comptait moins de cent personnes. Il n'a pas été signalé d'actes d'antisémitisme.

Traite des personnes

Veillez vous référer au *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État disponible sur www.state.gov/j/tip.

Personnes handicapées

La loi exige de l'État qu'il assure l'éducation et la formation de personnes vivant avec un handicap physique, mental, visuel, auditif et moteur cérébral, qu'il les embauche ou les aide à trouver un emploi, qu'il conçoive des résidences et des installations publiques avec accès pour fauteuils roulants, et qu'il adapte machines, outils et lieux de travail pour que les personnes handicapées puissent y accéder et s'en servir. Cependant, les installations accessibles par fauteuil roulant étaient rares et il y existait peu de programmes de formation et d'assistance à l'emploi pour les personnes handicapées. La loi interdit également les actes de violence contre les

personnes handicapées et l'abandon de celles-ci ; cependant, il n'y a eu, au cours de l'année, aucune indication que les administrations gbagbiste et ouattariste faisaient appliquer ces lois.

Durant l'année, il n'a pas été signalé que des handicapés faisaient précisément l'objet de sévices, mais ils auraient fait face à une grave discrimination en matière d'emploi et d'éducation. L'État réservait 800 emplois dans la fonction publique pour les personnes handicapées, mais dans la pratique, les fonctionnaires refusaient parfois d'embaucher des personnes handicapées.

L'État a accordé un appui financier aux écoles spécialisées et aux associations et coopératives d'artisans pour handicapés mais beaucoup parmi ces derniers mendiaient dans les rues des villes et dans les zones commerçantes parce qu'ils n'avaient pas d'autres débouchés économiques. Les handicapés mentaux étaient souvent des sans-abris.

Le ministère de la Famille et des Affaires sociales et la Fédération des handicapés de Côte d'Ivoire sont responsables de la protection des droits des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

La population du pays est diverse sur le plan ethnique, avec plus de soixante groupes ethniques qui pratiquaient parfois une discrimination sociétale fondée sur l'appartenance à une ethnie. Au moins un quart de la population est composé de personnes considérées comme étrangères, bien que nombre d'entre elles soient résidents de deuxième ou troisième génération. Des lois obsolètes ou inadaptées en matière de propriété foncière ont donné lieu à des conflits marqués par des motivations ethniques et xénophobes, souvent entre les populations autochtones et d'autres groupes.

La police a régulièrement maltraité et harcelé les résidents africains qui ne sont pas citoyens ivoiriens et parfois les commerçants libanais. Le harcèlement de la part des agents de l'État reflétait l'idée reçue selon laquelle les étrangers étaient responsables de la haute criminalité et de cas de falsification de cartes d'identité.

Au cours de la période post-électorale, les forces de sécurité fidèles à Gbagbo ont systématiquement harcelé et ciblé les personnes portant des noms musulmans ou originaires du nord. Plusieurs incidents violents de nature ethnique se sont soldés par des pertes de vies humaines et des blessures (voir section 1.g.).

Dans l'ouest et le sud-ouest, les tensions entre ethnies ont continué de tourner en affrontements violents, notamment à Duékoué et Bangolo, entre la population autochtone et des étrangers, notamment des cultivateurs burkinabès. Le nombre de ces incidents a baissé au cours du deuxième semestre.

La loi interdit la xénophobie, le racisme et le tribalisme, rendant ces formes d'intolérance passibles de cinq à dix ans de prison. Elle n'a donné suite à aucune inculpation au cours de l'année.

Abus sociétaux, discrimination et actes de violence basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

Bien qu'aucune loi explicite n'interdise les relations homosexuelles, l'outrage à la pudeur avec un partenaire du même sexe est illégal. Il n'y a pas eu de discrimination officielle basée sur l'orientation sexuelle en matière d'emploi, de logement, d'apatridie ou d'accès à l'éducation ou aux soins de santé. Cependant, la stigmatisation par la société de la communauté LGBT serait très importante et l'État n'a pris aucune mesure pour s'y opposer pendant l'année.

Les hommes homosexuels seraient sujets à des passages à tabac, des incarcérations, des abus verbaux et des mesures d'extorsion par la police, les gendarmes et les membres des forces armées. Au cours de l'année, les FRCI auraient battu et maltraité des hommes homosexuels et des personnes transgenres, la plupart d'entre eux travailleurs du sexe. Aucune plainte n'a été enregistrée, de peur de représailles.

Après la crise post-électorale, la communauté LGBT aurait vu sa situation s'améliorer, mais celle-ci est restée précaire. Les quelques organisations LGBT du pays ont évolué avec prudence pour éviter de devenir la cible des FRCI et des anciens membres des FDS. Cela dit, les journaux ont parlé de manière favorable d'une fête de la Saint-Sylvestre organisée par un groupe de lesbiennes à Abidjan.

Autres formes de violence ou discrimination sociétale

La stigmatisation sociétale à l'encontre des personnes vivant avec le VIH-sida était répandue et touchait les femmes de manière disproportionnée en raison de l'inégalité des sexes et de leur vulnérabilité économique.

Incitations à la discrimination

Entre le second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 et la capture de Gbagbo le 11 avril, l'ancien président a été critiqué par les Nations Unies et les organisations internationales pour avoir utilisé les médias publics pour inciter à la violence politique et encourager les tensions ethniques. Les quotidiens gbagbistes, comme *Notre Voie* et *Le Temps*, ont également été cités comme encourageant les violences ethniques et racistes et les incitant, surtout à l'encontre des Burkinabés et des autres ressortissants étrangers vivant sur le territoire ivoirien (voir section 2.a.).

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit d'entreprendre des négociations salariales

La loi garantit le droit des travailleurs de créer les syndicats de leur choix et d'y adhérer, protège le droit de grève et d'entreprendre des négociations salariales et interdit la discrimination antisyndicale par les employeurs ou d'autres entités envers les membres de syndicats ou les responsables syndicaux. Aux termes de la loi sur le travail, il est interdit de licencier des travailleurs parce qu'ils participent aux activités syndicales. La loi exige la réintégration d'un employé dans les huit jours qui suivent la réception par un employeur d'une plainte pour licenciement injustifié. Cependant, la loi ne permet pas aux policiers et aux militaires de créer des syndicats ou d'y adhérer, ou d'entreprendre des négociations salariales. La loi exige également une longue série de négociations et un préavis de six jours pour toute grève, ce qui rend les grèves légales difficiles à organiser et à maintenir. Par ailleurs, si la grève est considérée comme une menace à l'ordre public, le président a des pouvoirs importants lui permettant de réquisitionner les grévistes par décret sous peine de sanctions et d'exiger un arbitrage en cas de grèves dans les services importants, qui ne sont cependant pas définis par le code du travail.

Seul un faible pourcentage de la population active est syndicalisé et la plupart des travailleurs sont employés dans le secteur informel, y compris les petites exploitations agricoles, les petits éventaires au bord des grandes routes ou des rues et les ateliers en milieu urbain. En revanche, les grandes exploitations agricoles industrialisées et quelques corps de métiers sont syndicalisés et il existait un syndicat des travailleurs agricoles. La loi permet aux syndicats du secteur formel de mener leurs activités sans ingérence et l'État a, en pratique, protégé ce droit, avec certaines exceptions signalées.

Bien que la crise politique ait empêché l'exercice des droits syndicaux dans leur intégralité, aucun acte de bris de grève n'a été signalé au cours de l'année.

Des conventions collectives s'appliquent à l'ensemble des employés et étaient en vigueur dans de nombreuses grandes entreprises commerciales et dans divers secteurs de la fonction publique. Pour que les négociations concernant une nouvelle convention collective soient lancées par un syndicat, 30 % des travailleurs doivent être représentés. Le nombre de conventions collectives signées au cours de l'année n'était pas connu.

Le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité n'a rapporté aucun cas de plaintes pour discrimination antisyndicale et ingérence des employeurs dans les activités syndicales durant l'année. Cependant, il y a eu, au cours de la crise post-électorale, au moins une affaire de harcèlement contre des syndicalistes ; il n'était cependant pas clair si les mesures policières à ce sujet constituaient un acte de discrimination antisyndicale. Le 26 avril, Basile Mahan Gahé, secrétaire général de la confédération ouvrière Dignité et partisan de Gbagbo, a été arrêté et détenu au poste de police de la ville de Williamsville. Le 29 juin, il a été transféré à l'hôtel La Pergola, où il a été assigné à résidence. Le 9 juillet, il a été envoyé à la prison de Boundiali, dans le nord du pays, et inculpé d'infractions liées à la sécurité nationale. En fin d'année, l'enquête se poursuivait et Gahé était toujours en détention provisoire à Boundiali. Le bureau du syndicat a été pillé et ses autres membres s'étaient cachés.

Sauf en cas d'accords syndicaux réciproques, les étrangers doivent obtenir le statut de résident, dont la procédure d'obtention dure trois ans, avant de pouvoir prétendre à l'exercice de fonctions syndicales.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants, et l'État s'est efforcé de la faire appliquer durant le deuxième semestre de l'année. Le 3 novembre, l'administration ouattariste a créé le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, présidé par la première dame et responsable du suivi et de l'évaluation des mesures publiques dans ces domaines. Le gouvernement a également créé un comité interministériel pour la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants placé sous l'autorité du Premier ministre, visant à coordonner et mettre en œuvre des programmes en vue de l'élimination du travail des enfants. Cependant, malgré ces efforts, le travail forcé ou obligatoire des enfants est resté une réalité, surtout dans les plantations de cacao, de café, d'ananas et de caoutchouc.

Le travail forcé se serait pratiqué dans les secteurs informels qui n'étaient pas régis par les lois du travail en vigueur. Par conséquent, les domestiques, la plupart des ouvriers agricoles non industriels et les employés de boutiques et restaurants de rue n'étaient pas couverts par les mécanismes formels de protection sociale. Des adultes auraient travaillé sous la contrainte dans des entreprises de production agricole de petite ou de grande taille. Certains rapports ont signalé que cela a été également le cas dans le secteur de la production du caoutchouc, principalement sous la forme de longs horaires et de bas salaires pour des travailleurs vivant, de fait, dans des conditions d'asservissement.

Veillez également vous référer au *Rapport sur la traite des personnes* du département d'État, disponible sur www.state.gov/j/tip.

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum requis pour travailler

Des lois contre le travail forcé et l'exploitation des enfants dans les lieux de travail existent ; cependant, le travail des enfants continuerait de poser un problème important, surtout dans les plantations de cacao et de café et les mines d'or. Dans la plupart des cas, l'âge minimum d'accès à l'emploi est de 14 ans ; cependant, le ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité n'ont fait appliquer cette disposition de manière effective que dans la fonction publique et dans les grandes sociétés multinationales. Les enfants n'étaient pas autorisés à travailler entre 19 heures et 6 heures du matin. Ils travaillaient souvent dans des exploitations familiales et comme vendeurs, cireurs de chaussures, coursiers, aides domestiques, serveurs dans les restaurants de rue, et surveillants et laveurs de voitures au sein du secteur informel urbain. Certaines fillettes commençaient dès l'âge de neuf ans à travailler comme domestiques, souvent à l'intérieur de leur cercle familial élargi.

En septembre 2010, l'État a adopté une loi interdisant la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants. Les contrevenants s'exposent à une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans et une amende de 500.000 à un million de francs CFA (soit entre 1.000 et 2.000 dollars É.-U.). Des enfants ont continué de travailler dans des conditions dangereuses dans des plantations de cacao. Une enquête publiée en 2009 par l'université de Tulane a constaté que 24,1 % des enfants âgés de 5 à 17 ans et vivant dans les régions productrices de cacao avaient travaillé dans une plantation au cours des 12 mois précédents, et qu'un certain nombre d'enfants avaient connu des conditions de travail dangereuses, ou y avaient été exposés, dont l'utilisation d'outils (93,9 %) et le transport de charges lourdes (79,8 %). Il aurait existé au cours de l'année des conditions de travail dangereuses

similaires à celles-là. Alors qu'un faible pourcentage d'enfants travaillant dans les plantations de cacao n'a aucun lien de parenté avec les exploitants, la majorité travaille dans des exploitations familiales ou avec leurs parents.

En juin 2010, l'État a créé le Service autonome de lutte contre le travail des enfants. En 2009, il avait lancé un nouveau programme portant sur le travail des enfants dans les régions productrices de cacao, axé sur la réduction de la pauvreté et donc du travail des enfants en assurant que chaque village dispose d'une école primaire, d'une clinique et d'activités génératrices de revenus venant compléter ceux qui proviennent du cacao. Ce programme sensibilisait également les parents à l'importance de la scolarisation des enfants et aux dangers liés au travail des enfants. En 2009, l'État a commencé la mise en œuvre de ce programme dans dix villages et en a choisi vingt autres pour y participer. Au cours de l'année, il a achevé la mise en œuvre de quinze projets et l'a poursuivie dans cinq projets supplémentaires. Les dix projets restants devraient être achevés d'ici juillet 2012. Au mois de juin, l'administration ouattariste a relancé ces efforts dans le cadre de son programme d'auto-assistance dans les villages. À la fin de l'année, dix villages en avaient bénéficié.

Le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité était responsable de l'application des lois concernant le travail des enfants et a fait des progrès au cours de l'année dans ses efforts de lutte contre les pires formes de travail des enfants. Le 3 novembre, le gouvernement a créé le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants, présidé par la première dame et responsable du suivi et de l'évaluation des actions publiques dans ces domaines. Il a également créé un comité interministériel pour la lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants placé sous l'autorité du Premier ministre, visant à coordonner et mettre en œuvre des programmes en vue de l'élimination du travail des enfants. Bien que l'application des lois sur le travail des enfants ait continué de subir des contraintes financières et les effets de la crise post-électorale, qui a empêché le ministère de mener les programmes de formation prévus à l'intention des magistrats et des inspecteurs de travail concernant l'application de la législation sur le travail des enfants et d'organiser des campagnes nationales de sensibilisation, certains signes indiquaient cependant que les efforts de l'État et ceux de ses partenaires internationaux avaient contribué à réduire le nombre de cas de pires formes de travail des enfants.

Le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité et le groupe de travail du Premier ministre chargé du travail des enfants ont soutenu des ONG et des partenaires internationaux pour combattre les pires formes de travail des

enfants et collaboré avec eux à ce niveau. Au mois de juin, à l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, l'État a souligné l'importance de mettre un terme au travail dangereux des enfants dans les exploitations de cacao. Le 28 juillet, la première dame, Dominique Ouattara, a annoncé un partenariat entre le groupe de travail chargé du travail des enfants et sa propre ONG, Children of Africa, visant à lutter contre les pires formes de travail des enfants. Le groupe de travail a poursuivi la mise en œuvre d'un plan national d'action de lutte contre la traite des personnes et le travail des enfants. Neuf ministères ont participé à cette initiative. Le ministère de la Famille et des Affaires sociales, en partenariat avec plusieurs ONG internationales, a mené des campagnes de sensibilisation à l'intention des enfants à risque et des régions agricoles qui emploient des enfants.

Pour sensibiliser les familles agricoles au travail des enfants, les ONG ont, au cours de l'année, mené des campagnes axées sur la liste, mise au point par le gouvernement, des pires formes de travail des enfants qui sont interdites. L'Association des cabinets de placement des employés de maison de Côte d'Ivoire a œuvré pour empêcher l'exploitation des enfants domestiques. D'autres ONG ont mené campagne contre la traite, le travail et les sévices sexuels ciblant les enfants.

Veillez vous référer également aux *Conclusions sur les pires formes de travail des enfants* du département du Travail, disponibles sur <http://www.dol.gov/ilab/programs/ocft/tda.htm>

d. Conditions de travail acceptables

Les salaires minimum variaient en fonction des catégories professionnelles. Le plus bas était fixé, dans le secteur industriel, à 36.607 francs CFA (73 dollars É.-U.) par mois. Les ouvriers du bâtiment recevaient un salaire minimum légèrement plus élevé. L'estimation officielle du seuil de pauvreté est comprise entre 500 et 700 francs CFA par jour (soit entre 1 et 1,40 dollar É.-U.). L'État n'a fait appliquer les salaires minimum que pour les fonctionnaires salariés ou les employés inscrits à la Sécurité sociale. Les fédérations syndicales ont tenté de lutter pour un traitement juste des travailleurs, conformément à la loi, dans les cas où les sociétés ne respectaient pas les normes en matière de salaire minimum ou pratiquaient la discrimination entre certaines catégories de travailleurs, entre nationaux et étrangers, par exemple.

Sous Gbagbo comme sous Ouattara, l'État n'aurait pris aucune mesure pour corriger les grands écarts de salaire entre les employés expatriés non africains et leurs collègues africains qui travaillaient pour le même employeur.

La semaine de travail normale était légalement fixée à 40 heures. La loi exige le paiement d'heures supplémentaires pour tout travail additionnel et une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires.

La loi prévoit certaines normes en matière d'hygiène et de sécurité dans le secteur formel. Les travailleurs du secteur formel avaient le droit de se soustraire à des conditions de travail dangereuses sans pour autant compromettre leur emploi, en ayant recours au mécanisme d'inspection du ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité pour documenter des conditions de travail dangereuses. Cependant, les travailleurs des secteurs formel comme informel ne pouvaient pas s'absenter de leur travail sans risquer le licenciement. Ni les travailleurs migrants étrangers ni les travailleurs ivoiriens travaillant dans le secteur informel ne bénéficiaient des lois du travail actuellement en vigueur.

Dans les faits, l'État n'a pas fait appliquer la loi et les normes, surtout dans le vaste secteur informel. Les 300 inspecteurs du travail accepteraient régulièrement des pots-de-vin. La législation sur le travail prévoit la mise en place d'un comité composé de représentants syndicaux en matière d'emploi, de sécurité et de santé, responsable de la protection et de la santé des travailleurs sur les lieux de travail. Le président du comité pouvait transmettre une violation pour motif de conditions de travail dangereuses ou insalubres à l'inspecteur du travail sans craindre d'être pénalisé pour cela. Par ailleurs, les sociétés sont tenues par la loi de fournir des services médicaux à leurs employés. Cependant, les petites sociétés et les entreprises du secteur informel ont rarement respecté ces exigences.

Le ministère du Travail, des Affaires sociales et de la Solidarité était responsable de faire respecter la loi sur le salaire minimum. Les syndicats ont contribué à la mise en place effective des normes en matière de salaire minimum dans le secteur formel.

La semaine de travail normale était fixée à 40 heures. La loi exige le paiement d'heures supplémentaires pour tout travail additionnel et une période de repos d'au moins 24 heures par semaine. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires. La loi prévoit certaines normes en matière d'emploi, d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail. Cependant, dans les faits, l'État n'a pas fait appliquer ces normes dans le secteur informel. Plusieurs millions de travailleurs étrangers, venant surtout des pays voisins, étaient généralement employés dans le secteur informel, où les lois du travail n'étaient pas appliquées.